

## Burundi : Une vidéo expose la détention injuste d'un militant

@rib News, 30/08/2014 – Source HRW (Nairobi, le 28 août 2014) – Human Rights Watch a diffusé aujourd'hui une courte vidéo sur l'arrestation d'un défenseur burundais des droits humains Pierre Claver Mbonimpa, incarcéré depuis Mbonimpa, âgé de 66 ans, est le président de l'Association pour la protection des droits humains et des personnes détenues (APRODH), l'une des principales organisations de défense des droits humains au Burundi. Il a été arrêté mai après s'être exprimé à la radio au sujet d'allégations selon lesquelles de jeunes Burundais recevaient des ainsi qu'une formation militaire, en République démocratique du Congo, pays voisin du Burundi. « Pierre Claver Mbonimpa devrait être considéré comme un atout pour le Burundi, et non comme une menace », a déclaré Daniel Bekele, directeur de la division Afrique Human Rights Watch. « Les autorités burundaises devraient abandonner toutes les accusations qui pèsent contre lui et le relâcher. » Mbonimpa a été accusé d'atteinte à la sécurité de faux et usage de faux. Le tribunal a rejeté les demandes de ses avocats en faveur de sa libération provisoire en raison de son âge et de sa santé fragile. Il demeure en prison dans l'attente de son procès. Human Rights Watch estime que les chefs d'accusation contre Mbonimpa ne représentent pas une infraction pénale crédible et appelle à sa libération immédiate et inconditionnelle. Le cas de Mbonimpa a une très grande importance au Burundi. Il a acquis un immense respect et l'admiration de la population burundaise, comme le montre dans la vidéo le nombre impressionnant de personnes venues le soutenir lors de sa première audience devant le tribunal. Il est également très connu en dehors du Burundi et il a reçu des prix internationaux en reconnaissance de son travail en faveur des droits des personnes les plus vulnérables. L'arrestation de Mbonimpa inscrit dans le cadre d'une répression plus large part du gouvernement contre ses collaborateurs et opposants présumés en vue des élections prévues pour 2015. Des militants, ainsi que des journalistes indépendants et des membres de partis d'opposition, ont régulièrement fait l'objet de harcèlement et d'intimidation, et ont été empêchés de mener leurs activités.